

La Suisse : de la neutralité à l'ingérence

Par Anissa Benameur,
ancien ministre de la République algérienne

Je ne peux me souvenir sans douleur de ces années 1990, pas si lointaines, un temps où je regardais mes enfants sortir de la maison pour aller au lycée et à l'université en me disant, le cœur serré et la boule au ventre : c'est peut-être la dernière fois que je les vois. Mon instinct de mère, à l'instar de celui de toutes les autres mères, aurait voulu que je garde mes enfants auprès de moi pour les préserver de la mort qui rôdait et frappait aveuglement à chaque coin de rue. Le combat que menait la société civile alors était de ne pas céder à la terreur terroriste islamiste. Maigre combat au regard de celui que menait notre armée. Des hommes, des vrais à visage découvert, ont dit non à la barbarie et à l'obscurantisme. Le reste du monde, en décidant unilatéralement qu'il s'agissait d'une guerre civile, nous a laissés combattre seuls un terrorisme qui était largement soutenu par l'Internationale intégriste dont bon nombre de membres résidaient en Europe et aux Etats-Unis. Ce monde, qui disait ne pas distinguer «qui tuait qui» et qui apparemment ne le distingue toujours pas, nous a laissés combattre seuls l'hydre terroriste soutenue par l'Internationale islamiste intégriste. Une décennie de sang et de larmes plus tard, meurtri dans sa chair et sur ses terres (attentats multiples en Europe et septembre 2011 aux Etats-Unis), l'Occident s'est enfin réveillé, contemplant avec effroi les retombées meurtrières de sa politique et avec un arrière-goût de sang et de terrorisme islamiste dans la bouche. Groggy un temps, il avait enfin compris que la nébuleuse islamiste terroriste était internationale, qu'elle frappait partout et qu'il fallait la combattre sans merci. Des conseils en matière de lutte anti-terroriste émanant d'Alger devenaient tout d'un coup précieux ! Des rapprochements de visions furent aussitôt médiatisés et des accords furent signés entre l'Algérie et le reste du monde en matière de lutte anti-terroriste ! Enfin, étaient reconnus la douleur du peuple algérien et surtout le bien-fondé de la lutte et du combat anti-terroriste que menait sans répit notre armée. Combat que l'immense majorité des Algériens a soutenu et appelé de tous ses vœux. Devant l'ampleur de l'horreur et de la barbarie, les sceptiques et bon nombre de ceux qu'on ne peut considérer objectivement comme les alliés du pouvoir ont rejoint plus tard cette cause. D'autre s'en sont allés.

Oui, l'armée nous a sauvés.

Que l'on arrête d'insulter la mémoire de ces milliers de militaires, de gendarmes et de policiers qui, au service du peuple confronté à la violence et à la terreur au moyen des méthodes les plus abjectes qui soient, ont endeuillé leurs propres familles et fait de leurs enfants des orphelins, pour protéger les nôtres ! Nous avons envers eux une dette inexpugnable ! Et même si certains semblent l'avoir oubliée aujourd'hui pour des raisons de stratégies politiques, nous leur devons nos vies ! Des milliers de civils et de patriotes ont été tués parce qu'ils ont choisi la République. Des milliers d'enfants innocents sont morts avec dans leur dernier regard les visages haineux de ceux qui les égorgaient. Les Algériens n'oublient pas ! Alors ? Jusqu'à quand allons-nous subir les assauts de ceux que l'Algérie dérange ? Car l'Algérie dérange. Voilà le fin mot de l'histoire ! Sachez et faites savoir que nous nous élèverons contre toute velléité d'ingérence, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne ! Faut-il rappeler à ceux qui jouent à ce jeu dangereux et non dénué d'intentions inavouables que les colonies de papa c'est FINI ! Qu'on se le dise ! Faut-il encore et encore répéter que nous modulerons nous-mêmes nos saisons, comme nous l'avons fait par le passé et que tous les «printemps» du monde ne détourneront pas le cours d'une histoire que nous construisons, que nous construirons nous-mêmes et à laquelle nous voulons imprimer notre mouvement ? Circulez ! Il n'y a personne à armer dans nos contrées et aucun film à suspense à tourner avec l'Algérie pour décor et BHL comme acteur principal ! Oui, le général major Nezzar et ses compagnons ont fait leur devoir en sauvagardant la République, n'en déplaise à la Suisse et à tous ceux qui, nombreux de par le monde, voudraient la suivre dans cette voie ! Vous, vous voulez juger le général Nezzar ? Alors, vous aurez à juger tous les républicains ! Pour votre gouverne, sachez qu'ils sont nombreux, et les dernières législatives en attestent. D'ailleurs, juger au nom de quoi et de qui, de quelle justice et de quel droit ? Au nom de quelle logique ? Nul ne sait mieux que nous ce à quoi nous avons échappé. Dans la douleur certes, mais la République est toujours là, ne vous en déplaise ! Imparfaitement, mais c'est NOTRE bien. Voilà pourquoi je saisis l'occasion qui nous est donnée de réaffirmer notre attachement à ceux qui ont permis à ce pays de ne pas sombrer, de rester debout ! Et de dire encore merci à notre armée ! Tous les hommages du monde ne suffiraient pas à lui montrer notre reconnaissance. Et pour faire bon poids, voici un conseil «amical» à la justice suisse et à ceux qui la représentent : occupez-vous de mettre de l'ordre en balayant d'abord devant votre porte ! En levant par exemple le secret bancaire et donc l'impunité de ceux qui déversent dans vos banques, très souvent, trop souvent, au détriment de leurs peuples, un argent sale — mais qu'importe, n'est-ce pas ? L'argent n'a pas d'odeur, dit-on ! — qu'apparemment vous blanchissez allègrement dans l'indifférence générale ! Sans toutefois perdre de vue qu'il vous faut en même temps jager la taille des minarets qui offensent la vue des Suisses ! Mais ça, au moins, c'est votre droit. Continuez à prendre bien soin des commanditaires d'actes terroristes auxquels vous avez ouvert les bras et qui coulent des jours heureux repus du sang d'innocents, sans le moindre remords pour les douleurs incommensurables qu'ils ont engendrées... ailleurs, il est vrai, et dont l'écho semble ne pas vous être encore parvenu. Décidément, sortir de votre neutralité légendaire ne vous réussit pas !

A. B.

L'affaire Zoheïr Aït

Par Mohand Benchicou

Une répression nouvelle prend forme dans le pays, sous le silence des «amis» et l'hypocrite et lâche argumentaire de ceux qui se donnent pour devoir de couvrir le méfait du bourreau.

Ce Zoheïr Aït Mouhoub, disent-ils, tout journaliste à *El-Watan* qu'il se pique d'être, ne serait, à coup sûr, qu'un détestable non-jeûneur. Pourquoi, sinon, aurait-il été inquiété par une brigade de la police algérienne ? Chez nous, ajoutent-ils, c'est connu, on traque utile : le non-jeûneur, le Kabyle autonomiste, parfois l'amoureux surpris en flagrant délit de promenade avec sa dulcinée. Mais un journaliste ? Pensez donc ! Ici, jurent-ils, la main sur le cœur, la liberté d'expression est consacrée par la Constitution qui, comme chacun le sait, est un texte sacré qui s'impose jusqu'au président de la République.

Non, un simple non-jeûneur, s'obstinent-ils, voire un espion au service d'on ne sait quelle puissance étrangère ou, allez savoir, un ancien émeutier de Diar-Chems. C'est comme ce jeune Algérois, Saber Saïdi, passionné d'internet et de Facebook, arrêté «pour terrorisme». Ses proches prétendent qu'il a été incarcéré pour avoir appelé à un changement pacifique du régime sur Facebook. Encore un autre non-jeûneur qui se cache derrière la liberté d'expression !

Les affaires Zoheïr Aït Mouhoub et Saber Saïdi éclairent pourtant sur ce qu'il faut bien appeler une brusque métamorphose despotique et mafieuse du régime. Elles symbolisent ces abus «nécessaires», préliminaires et indispensables à l'établissement d'un nouveau pouvoir totalitaire dont il faut craindre qu'il ne soit sanglant.

Le régime de Bouteflika, effrayé par les changements politiques au Maghreb et dans le monde arabe, arcbuté sur le trône, se transforme ouvertement en association secrète aux redoutables ramifications, et qui ne répugne pas à user de moyens illicites pour servir ses intérêts.

Pas une seule voix, en dehors de celle, solitaire, des militants de droits de l'homme, pour s'inquiéter de ce que Zoheïr Aït Mouhoub ait été molesté à une brigade spéciale, qui ne dépend pas de la police nationale, mais de structures parallèles ! Un État dans l'État ! Pas un seul article pour s'indigner que Saber Saïdi ait été enlevé de nuit le 13 juillet et retrouvé le 26 juillet à la prison d'El Harrach ! C'est l'État-gang, nourri d'ambition autocratique et de prébendes, et dont la base n'est autre que cette société de collusion, avec ses intellectuels avisés, ses entrepreneurs introduits, ses journalistes satellitaires et ses fonctionnaires acolytes, celle-là qui s'est enrichie à son contact et qui fait corpus avec lui, pour le meilleur, pardi ! Toujours pour le meilleur ! Ecoutez-la répéter à propos du journaliste d'*El-Watan* et du blogueur Saïdi : «Ils le méritent ! Ils sont allés trop loin ! On ignore les dessous de l'affaire»... J'ai connu cela, avant, pendant et après mon emprisonnement. «Il est allé trop loin...» Jusqu'où va-t-on trop loin en journalisme ? On pourrait convenir, certes, que toute liberté a ses limites.

Encore faut-il qu'elles soient librement reconnues. Huit ans après, je découvre qu'«aller trop loin» avait seulement consisté à oser mettre, «trop tôt», son nez dans le monde de l'argent sale, c'est-à-dire dans le côté cour, le plus malsain, du pouvoir algérien.

«Aller trop loin, pour le *Matin*, aura été de parler, cinq ans avant d'autres, de l'argent du

pétrole dépensé entre amis, de Sonatrach livrée à la prédation d'un certain Chakib Khelil et d'un certain Hemche, natif de Hennaya, près de Tlemcen, une bourgade qui élit aux meilleurs destins puisque c'est le village natal du père de Bouteflika, Hemche aujourd'hui recherché par la justice algérienne mais qui, à l'époque, n'hésitait pas à utiliser cette même justice algérienne pour nous faire condamner ! Aller «trop loin» consista, en fait, à révéler, quelques années trop tôt, les frasques de la société mixte algéro-américaine, Brown and Root Condor, BRC, une joint-venture entre Sonatrach (51%) et la compagnie du vice-président américain Dick Cheney, Halliburton, dirigée par un autre natif de Hennaya, Moumène Ould Kaddour, et qui finira en prison !

Alors cher confrère Zoheïr Aït Mouhoub, jusqu'où va-t-on trop loin en journalisme ? Te voilà face à cette communauté d'esprits travestis qui considère la presse libre comme un acquis embarrassant, un peu comme un «péril démocratique» qui hypothéquerait les positions acquises, les amitiés de cour et les avantages de l'entregent. Elle ne veut rien connaître de ce qui serait une information de trop.

Ils redoutent de faire l'affront aux puissants que de s'informer sur leurs intrigues. Et c'était juste pour rire qu'ils revendiquaient l'alternance démocratique. Maintenant qu'il est établi que le clan Bouteflika s'ingénie à assurer un quatrième mandat, ils décrètent la blague ennuyeuse et rappellent que les plaisanteries les plus courtes ont toujours été les meilleures.

Oui, confrère, ce que cette collectivité de faux aristocrates exige de sa presse, ce n'est point un journalisme d'éclairage mais un journalisme d'ornement, rassurant par ses demi-vérités, complice par ses demi-mensonges et qui se prendrait à l'heure des cocktails pour accompagner les mondanités.

Ce journalisme d'élite bien pensante qui souhaite tout savoir du superflu et surtout rien de l'essentiel, rien de ce qui pourrait briser des amitiés de sérail, rien de ce qui pourrait compromettre les ambitions, serait sommé de n'informer que sur les futilités indispensables pour les dîners en ville. Le journalisme qu'ils suggèrent de pratiquer serait un métier pédant où l'on passerait la moitié de sa vie à parler de ce qu'on ne connaît pas et l'autre moitié à taire ce que l'on sait.

L'affaire Zoheïr Aït Mouhoub, par l'indifférence qu'elle suscite, vient-elle nous rappeler que la presse comme la société civile, gangrénées par la fougue corruptrice du pouvoir, ne sont pas en état de faire face à la métamorphose despotique et mafieuse du régime. Voilà presque six ans que l'une comme l'autre — à quelques exceptions près — ont opté pour servir d'éléments de décor de la démocratie de façade. Le pouvoir a su utiliser la presse pour remodeler, de façon plus globale, l'autoritarisme et le mettre à l'heure de la démocratie. Créer l'illusion du pluralisme en assurant la représentation médiatique d'une réalité politique inexistante.

«Nous avons une presse libre !», entend-on dire nos dirigeants. Ils avaient compris que dans un monde où la démocratie et les élections étaient devenues la seule source de légitimité reconnue, dans ce monde-là, la violence, en tant qu'instrument de perpétuation du pouvoir, avait fini par acquérir un prix trop élevé.

Le mieux c'était d'utiliser la presse plutôt que de la frapper, l'utiliser pour remodeler, de façon plus globale, l'autoritarisme et le mettre à l'heure de la démocratie.